



# Évaluation de l'impact sur le développement durable à l'appui de l'accord d'Investissement entre l'Union européenne et la République de Chine

Résumé



Préparé par Ecorys Nederland, Oxford Intelligence, TNO, Reichwein China Consult  
Novembre – 2017

Les opinions contenues dans le rapport n'engagent que l'auteur, et ne reflètent  
pas nécessairement les positions officielles de la Commission



Reichwein China Consult (Beijing) Co. Ltd.  
北京睿远中荷咨询有限公司



## **COMMISSION EUROPÉENNE**

Direction Générale du Commerce  
Direction B - Les services and les investissements, la propriété intellectuelle et les marchés publics  
Service B.2 - Investissement

*Contact: Alexandra Koutoglidou*

*E-mail: TRADE-B2@ec.europa.eu*

*Commission européenne  
B-1049 Bruxelles*

# **Évaluation de l'impact sur le développement durable à l'appui de l'accord d'Investissement entre l'Union européenne et la République de Chine**

Résumé

***Union Europe Direct est un service qui vous aide à trouver des  
réponses à vos questions sur l'Union européenne.***

**Numéro sans frais (\*):**

**00 800 6 7 8 9 10 11**

(\*) Ces informations sont données gratuitement, ainsi que la plupart d'appels (tandis que certaines fournisseurs, téléphone publics ou hôtels qui peuvent charger).

#### **MENTION LÉGALE**

Ce document a été préparé pour la Commission européenne; néanmoins, il reflète l'avis des auteurs et la Commission ne saurait être tenue responsable de toute utilisation qui serait faite des informations qu'il contient.

Plus d'information sur l'Union européenne est disponible sur l'internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg: L'Office des publications de l'Union européenne, 2017

ISBN 978-92-79-76471-4

doi: 10.2781/977529

© Union européenne, 2017

Reproduction est autorisée si l'original est reconnu.

## Résumé

### Le contexte et l'objectif

Au cours des dernières décennies, 27 des 28 États membres de l'Union européenne (UE) ont signé des traités bilatéraux d'investissement (TBI) avec la Chine, prévoyant la protection des investissements, mais pas l'accès aux marchés d'investissement. Les restrictions causées par les obstacles à l'investissement signifient qu'il existe encore un important potentiel inexploité dans les flux d'investissement entre la Chine et l'UE.

À la suite d'une analyse d'impact effectuée par la Commission européenne (CE) en octobre 2013, la CE a reçu une autorisation du Conseil européen pour entamer des négociations en vue de conclure un accord d'investissement entre l'UE et la Chine. Cet accord d'investissement remplacerait les TBI existants. Les négociations ont été officiellement lancées lors du 16<sup>e</sup> sommet UE-Chine du 21 novembre 2013, et le premier cycle de négociations a eu lieu à Beijing en janvier 2014. En novembre 2017, quinze cycles de négociations ont eu lieu.

Ce document est le rapport final de l'évaluation de l'impact sur le développement durable (EID) à l'appui d'un accord d'investissement entre l'UE et la République populaire de Chine. Cette étude explore les impacts potentiels sur la durabilité d'un tel accord d'investissement pour informer les négociateurs de l'UE et de la Chine.

L'objectif de l'étude est donc *"d'évaluer comment les dispositions d'investissement en négociation pourraient affecter les enjeux économiques, sociaux, humains, et environnementaux dans l'UE et la Chine, et faire des recommandations pour maximiser les bénéfices de l'accord et prévenir ou minimiser les impacts négatifs potentiels."*

Dans ce rapport final, nous résumons notre approche et notre cadre conceptuel tels qu'ils ont été établis pendant la phase initiale, fournissons des informations sur le scénario de référence et de changement (situation sans et avec un accord d'investissement), et présentons les évaluations globales de l'impacts économique, social, des droits de l'homme, et de l'environnement. En outre, l'impact sur six secteurs est étudié plus en profondeur: l'équipement de transport, l'extraction minière et énergétique, les produits chimiques, la fabrication d'aliments et de boissons, la finance et l'assurance, et les équipements électroniques et de communication. Les derniers chapitres présentent d'une description des consultations menées auprès des parties prenantes, suivies des conclusions et des recommandations politiques de l'EID.

### L'approche et le cadre conceptuel

L'approche globale de l'ensemble de l'EID peut être divisée en trois phases liées:

- Analyse globale des impacts sur la durabilité découlant d'un accord d'investissement potentiel d'entre l'UE et la Chine;
- Analyse au niveau sectoriel des impacts sur la durabilité découlant d'un accord d'investissement potentiel entre l'UE et la Chine;
- Propositions de recommandations politiques et de mesures d'accompagnement.

Notre approche est basée sur les deux éléments méthodologiques d'une EID tels que décrits dans les Termes de Référence (TDR) et le Manuel EID: 1) une analyse des impacts économiques, sociaux, des droits de l'homme, et de l'environnement; et 2) des consultations avec les parties prenantes. Ces deux éléments sont complémentaires et d'égale importance. Par conséquent, les évaluations de durabilité sont caractérisées à la fois par des éléments quantitatifs et qualitatifs, et tout au long de l'EID nous avons engagé un retour d'information continu et des consultations avec les principales parties prenantes pour recueillir leurs contributions et vérifier les résultats. Les activités de consultation consistent en une consultation et une diffusion électroniques (site web EID dédié, bulletins électroniques, médias sociaux, etc.), trois dialogues de la société civile, un atelier à Bruxelles le 5 juillet 2016, entretiens individuelles, et sondages en ligne. La consultation et la diffusion ont eu lieu à la fois dans l'UE et en Chine et ont été directement intégrées aux différentes analyses de l'EID.

Comme indiqué ci-dessus, la CE a réalisé sa propre analyse d'impact de l'accord d'investissement UE-Chine en 2013, qui reposait en partie sur une étude quantitative préparée par Copenhagen Economics en 2012. Cette analyse d'impact est considérée comme un point de départ pour

l'analyse ce EID. Nous nous concentrons sur les questions qui n'ont pas encore été étudiées, qui doivent être mises à jour, ou qui sont particulièrement importantes et justifient une analyse plus

## Contexte de l'accord d'investissement UE-Chine

Avant d'entrer dans les impacts du futur accord d'investissement UE-Chine sur la durabilité, il est important de comprendre le contexte dans lequel les négociations ont lieu et ce que l'accord impliquera. L'accord d'investissement global entre l'UE et la Chine en cours de négociation serait le premier accord d'investissement autonome de l'UE couvrant à la fois l'accès au marché et la protection des investissements. Une fois conclu, il remplacera les 26 accords bilatéraux de protection des investissements actuellement conclus entre la Chine et 27 États membres de l'UE (tous sauf l'Irlande).

Les domaines couverts par l'accord d'investissement actuellement en cours de négociation comprennent l'accès au marché des investissements et la protection, un cadre réglementaire pour l'investissement, y compris la transparence, les licences, et les procédures d'autorisation, le développement durable, et le règlement des différends. En ce qui concerne le développement durable, le futur accord comprendra des règles sur les dimensions environnementales et liées au travail de l'investissement étranger.

Dans le cadre de l'approche réformée de l'UE en matière de protection des investissements, l'UE propose également une disposition distincte sur le droit de réglementer, qui réaffirme la capacité des États à adopter des mesures pour atteindre les objectifs de politique publique; ces dispositions pourraient constituer une garantie pour les États contre les réclamations des investisseurs lorsque des initiatives de politique publique protégeant leurs citoyens ou l'environnement s'opposent aux intérêts des investisseurs.

## Les impacts économiques

Après avoir examiné la base de référence économique, à savoir les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants et sortants et les stocks de la Chine et de l'UE sans le futur accord d'investissement, nous avons évalué l'impact économique attendu. Copenhagen Economics (2012) a modélisé l'accord avec un scénario d'ouverture de marché modérée et ambitieuse. Il convient de noter que, compte tenu de la phase initiale des négociations, il n'est pas clair quel sera le niveau réel d'ouverture du marché et dans quelle mesure cela sera différent d'un secteur à l'autre. Le modèle estime un effet modeste sur les stocks d'IDE. Le stock d'IDE de l'UE en Chine devrait augmenter de 0,6% dans le scénario de libéralisation modérée et de 1,9% dans le scénario de libéralisation ambitieux, tandis que le stock d'IDE chinois dans l'UE devrait augmenter respectivement de 0,3% et 0,9%. Ce modèle n'estime que les effets sur les investissements existants. Sur la base d'une analyse supplémentaire, nous constatons que les nouveaux investisseurs européens et chinois, y compris les PME, pourraient également souhaiter commencer à investir dans le pays partenaire à la suite de l'accord d'investissement, étant donné que certains obstacles seront supprimés et donc les coûts d'investissement seront réduits. Par conséquent, les résultats du modèle risquent de sous-estimer l'augmentation des investissements bilatéraux.

Sur la base d'une revue de la littérature, les investissements accrus de l'UE en Chine ne devraient pas se faire au détriment de l'emploi dans l'UE et contribueront plus probablement à la bonne performance des entreprises de l'UE. En outre, des retombées positives sur la productivité et l'accès au marché peuvent être attendues pour les PME, tant dans l'UE qu'en Chine. En outre, les investissements chinois dans l'UE peuvent contribuer à la croissance économique et à l'emploi. La littérature suggère que l'impact de l'IDE chinois sur la génération de revenus dans les pays d'accueil de l'UE ne diffère pas significativement des investissements d'autres pays comme les États-Unis ou le Japon.<sup>1</sup>

Outre les impacts positifs attendus, l'UE est également préoccupée par les IDE en provenance de Chine. Ces préoccupations concernent principalement le fait que les entreprises chinoises, soit des entreprises publiques ou des sociétés privées, bénéficiant d'un traitement préférentiel de la

---

<sup>1</sup> J. Clegg, H. Voss (2012) *Chinese Overseas Direct Investments in the European Union*, Europe China Research and Advice Network, 2012.

part du gouvernement chinois, semblent utiliser des acquisitions pour obtenir des compétences et des technologies avancées de l'UE

## Les impacts sociaux

L'impact social de l'accord d'investissement entre l'UE et la Chine découlera de l'impact des dispositions de l'accord relatives au travail, des changements dans l'approche gouvernementale des droits sociaux résultant de l'exposition internationale croissante, de la transparence et de l'ouverture, et de l'augmentation attendue des IDE attendus de l'accord.

L'accord devrait fournir un cadre supplémentaire pour discuter des questions couvertes par le chapitre sur le développement durable de l'accord et promouvoir la transparence, ainsi que la participation des acteurs non étatiques. De telles structures pourraient accroître la transparence sur le travail et les questions durables dans les pays d'accueil et améliorer la gouvernance et le dialogue social. Un tel mécanisme, supervisant l'ensemble de l'accord ou le développement durable spécifique, pourrait accroître la transparence sur les questions de travail et de développement durable dans les pays d'accueil et améliorer la gouvernance et le dialogue social. Cependant, l'impact social et l'efficacité du mécanisme dépendront largement de sa portée y compris de la participation des acteurs non étatiques, compte tenu des contextes spécifiques des pays hôtes. Enfin, les dispositions relatives à la transparence concernant les nouvelles réglementations affectant les opérateurs économiques pourraient offrir des possibilités raisonnables de commenter les mesures proposées et s'efforcer de prendre en compte les commentaires reçus des personnes intéressées. Les procédures de transparence peuvent avoir un effet sur la qualité de la gouvernance, accroître l'exposition nationale et internationale et, par conséquent, promouvoir des changements dans le domaine social. Certaines parties prenantes consultées étaient toutefois sceptiques sur l'exposition internationale en tant que moteur du changement social en Chine. La sécurité nationale a été mentionnée comme le principal moteur des initiatives politiques dans le domaine du travail ces dernières années.

Une deuxième source d'impact pourrait résulter des pratiques différenciées en matière d'emploi et de travail des employeurs étrangers par rapport aux employeurs nationaux en Chine et dans l'UE. Les conditions de travail dans les entreprises de l'UE opérant en Chine seraient meilleures que celles de leurs homologues chinoises en raison des politiques mises en place par la direction du pays d'origine. Il est également plus probable que les entreprises de l'UE en Chine puissent correctement rémunérer les travailleurs pour les heures supplémentaires. Tout cela semble entraîner une baisse du taux de rotation du personnel dans les entreprises de l'UE. Ces pratiques de ressources humaines - et la diminution du chiffre d'affaires qui en résulte - pourraient avoir un effet indirect sur la gestion des ressources humaines en Chine. En termes de relations professionnelles, les entreprises européennes bien dirigées semblent avoir moins de grèves que leurs homologues chinois, et ont souvent un comité de travailleurs à des fins consultatives. Bien qu'il n'existe pas de véritable négociation collective, certaines formes de négociation émergent dans les entreprises étrangères lorsque les travailleurs en grève élisent leurs propres représentants en dehors de l'influence de la Fédération des syndicats de Chine (ACFTU) et négocient avec la direction. Il en résulte des accords ad hoc, après quoi la structure des travailleurs est dissoute.

Dans l'UE, les syndicats ont exprimé leur inquiétude quant à l'impact potentiel de l'investissement chinois sur les conditions de travail en Europe. Jusqu'à présent, il ne semble pas y avoir de preuve de l'évolution des conditions de travail des travailleurs touchés par les investissements chinois réalisés par le biais de fusions et d'acquisitions, ni sur les conventions collectives existantes des grandes entreprises. Le système européen de gouvernance du marché du travail et de contrôle public pourrait jouer un rôle dans le maintien des conditions de travail et des pratiques de relations de travail existantes.

## Les impacts sur les droits de l'homme

Parmi les facteurs potentiels de changement dans le scénario d'impact sur les droits de l'homme, à la suite de l'accord inclure une transparence et une participation accrues au processus législatif, une plus grande exposition des pays au contrôle international et la responsabilité sociale des entreprises (RSE) des investisseurs étrangers dans les pays d'accueil. Les impacts sur les droits de l'homme - qu'ils soient positifs ou négatifs - dépendront en grande partie du niveau de protection existant par le biais des lois et des politiques dans les pays d'accueil. Les pays dotés de cadres juridiques conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et

aux institutions de bonne gouvernance ont plus de chances de bénéficier des effets positifs de l'IED sur les droits de l'homme.

Si l'accord ne contient pas de dispositions spécifiques en matière de droits de l'homme, il pourrait contenir des préambules réaffirmant l'attachement des parties à la démocratie et aux droits fondamentaux et reconnaissant l'importance de la sécurité internationale, de la démocratie, des droits de l'homme, et de l'état de droit pour le développement de la coopération internationale. Ces préambules fourniront des conseils d'interprétation pour la mise en œuvre de l'accord.

L'engagement accru des Parties à l'égard des aspects liés au travail et à l'environnement de l'investissement découlant des dispositions relatives au développement durable pourrait aussi avoir un effet indirect sur les questions relatives aux droits de l'homme; les mécanismes institutionnels pourraient offrir une opportunité de participation des acteurs non étatiques établis sur le territoire. Mais comme indiqué sous l'impact social, leurs impacts et donc l'effet indirect dépendent largement de l'efficacité et de l'implication des acteurs non étatiques, compte tenu des contextes spécifiques des pays d'accueil, en particulier en ce qui concerne le droit à la liberté d'expression en Chine.

L'inclusion de clauses de durabilité pourrait inclure la reconnaissance et l'obligation de respecter les droits contenus dans les normes et accords multilatéraux. L'obligation d'assurer la transparence et de promouvoir la participation du public et l'information du public pourrait avoir un impact positif sur le droit à la liberté d'expression en Chine.

Les dispositions générales d'investissement de libéralisation et la présence accrue des investisseurs étrangers et leur contribution à la croissance économique et au développement économique et social peuvent avoir un impact positif sur l'accès à un niveau de vie suffisant de la population locale, en particulier si les salaires sont affectés positivement par l'investissement étranger.

En ce qui concerne les pratiques de RSE, les parties prenantes étaient majoritairement d'avis que les EMN européennes – en particulier les plus grandes - opérant en Chine établissent des pratiques globales de RSE de normes plus élevées que celles mises en œuvre par les entreprises chinoises dans le pays, bien qu'avec quelques failles dans leur application, en particulier dans la chaîne d'approvisionnement. La pratique RSE des entreprises de l'UE en Chine, y compris la divulgation d'informations, pourrait avoir un effet indirect positif sur les entreprises chinoises opérant en Chine et à l'étranger. Certaines parties prenantes ont exprimé leurs préoccupations concernant la pratique consistant à évaluer les risques pour les droits de l'homme par les entreprises de l'UE et leur caractère incomplet.

## **Les impacts environnementaux**

La conclusion générale sur l'impact probable de l'accord sur l'environnement est qu'il est peu probable que l'accord entraîne une dégradation de la qualité de l'environnement. Les effets globaux de l'accord sont négligeables par rapport aux indicateurs suivants: consommation d'énergie, dioxyde de carbone, utilisation de l'eau, utilisation des terres, utilisation des matériaux, labiomasse issue de la sylviculture, méthane, oxydes nitreux, oxydes de soufre, et déchets solides industriels. Nous prévoyons une très faible diminution des intensités environnementales par rapport à la valeur ajoutée pour tous les indicateurs environnementaux ci-dessus.

En cas d'émissions de carbone, cela contribuera à atteindre l'un des objectifs de la Chine pour l'Accord de Paris de 2015 dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'INDC prévoit une réduction des émissions de dioxyde de carbone par unité de PIB de 60 à 65% jusqu'en 2030 par rapport au niveau de 2005.

L'afflux plus élevé d'investissements étrangers ne devrait pas conduire à l'assouplissement des exigences environnementales en Chine. En fait, les données disponibles suggèrent qu'un accroissement des investissements étrangers pourrait entraîner une amélioration de la qualité de l'environnement en Chine.

L'inclusion des dispositions environnementales dans cet accord est un moyen important d'empêcher l'apparition de paradis de pollution et de renforcer les réglementations environnementales.



## Les études sectorielles approfondies

Les six secteurs étudiés en profondeur sont l'équipement de transport, l'extraction minière et énergétique, les produits chimiques, la fabrication d'aliments et de boissons, la finance et l'assurance, ainsi que les équipements de communication et électroniques. Pour ces secteurs, nous avons décrit la situation actuelle et les problèmes d'accès au marché rencontrés actuellement par les EMN de l'UE et de la Chine (référence), ainsi que les impacts attendus de l'Accord d'investissement sur la durabilité pour ces secteurs.

### ***L'équipement de transport***

Les entreprises d'équipement de transport de l'UE sont confrontées à des obstacles importants lorsqu'elles investissent en Chine. Plusieurs obstacles importants sont les exigences du contenu local, les exigences de coentreprise, le manque de clarté, et les violations des droits de propriété intellectuelle. Selon les parties prenantes, il manque de réglementation écrite en Chine. Les investisseurs étrangers sont souvent seulement informés de ces réglementations par les investisseurs chinois lorsqu'ils sont déjà entrés dans le pays. Les règlements rédigés sont souvent sujets à changement en fonction des besoins et des souhaits du gouvernement. Le manque de transparence augmente encore l'incertitude. En raison, entre autres, de la protection locale ou de liens étroits entre les entreprises chinoises et les gouvernements locaux, il n'existe pas actuellement de règles du jeu équitables entre les entreprises chinoises et étrangères. Les parties prenantes ont indiqué que la création de conditions de concurrence équitables est l'un des 'incontournables' du futur accord d'investissement.

Selon la modélisation de Copenhagen Economics (2012), le secteur automobile de l'UE devrait voir sa production augmenter dans l'UE, allant de 0,0% à 0,7% selon le scénario modélisé. Pour les autres équipements de transport, ces chiffres vont de 0,0% à 0,5%. En raison de l'augmentation de la production de l'UE, l'emploi dans l'UE devrait également augmenter. Pour les emplois peu qualifiés et hautement qualifiés, la variation attendue est de 0,6% pour le secteur automobile et de 0,4% pour les autres équipements de transport. D'un autre côté, les entreprises de l'UE dans le secteur des autres équipements de transport qui sont déjà présentes en Chine devraient, selon la modélisation, subir un impact négatif à la fois en termes de chiffre d'affaires et d'emploi. L'impact sur les entreprises de l'UE dans le secteur automobile déjà présents en Chine devrait être positif lorsque de faibles retombées sont envisagées, mais négatif lorsque des retombées importantes sont envisagées. Cela suggère que si les obstacles actuels à l'investissement en Chine sont supprimés, cela pourrait également bénéficier à d'autres pays que l'UE.

### ***L'extraction minière et énergétique***

Les entreprises minières et d'extraction d'énergie de l'UE sont confrontées à d'importants obstacles à l'investissement en Chine. Certains sous-secteurs sont ouverts aux investissements étrangers, tandis que d'autres sont complètement fermés. Le premier comprend le développement de nouvelles technologies pour rendre l'exploitation minière plus efficace, alors que le second inclut la catégorie des minéraux des terres rares qui sont vitaux pour de nombreuses applications. Par conséquent, ces restrictions ont été classées comme 'extrêmement importantes'. Selon Copenhagen Economics (2012), l'impact attendu de l'accord d'investissement sur ce secteur est de 0,00% (à l'exception d'une augmentation de la production de l'UE dans le scénario ambitieux de 0,01% en cas de retombées importantes). Si le marché est ouvert, par le biais d'un mécanisme ou d'un autre, les entreprises de l'UE sont bien placées pour en bénéficier. Leurs technologies sont beaucoup plus avancées et respectueuses de l'environnement, ce qui les prépare pour le secteur de l'extraction et de l'extraction (MEE) à l'avenir.

### ***Les produits chimiques***

Le gouvernement chinois stimule activement le secteur chimique national en fournissant un soutien financier et réglementaire, qui n'est pas disponible pour les entreprises étrangères. Par conséquent, les conditions de concurrence entre multinationales et entreprises chimiques chinoises sont inégales. Les multinationales déjà présentes en Chine font actuellement face à une concurrence croissante de la part des acteurs chinois domestiques. L'absence de règles du jeu équitables démotive les sociétés étrangères à investir en Chine.

Les investisseurs de l'UE issus des secteurs de la chimie sont actuellement confrontés à de nombreux obstacles à l'accès au marché des investissements en Chine. Par exemple, les EMN

sont soumises à des règles différentes de celles des entreprises nationales. Ces obstacles devraient être en partie supprimés par l'accord d'investissement, de sorte que les IDE bilatéraux devraient augmenter. Alors que les EMN des produits chimiques de l'UE déjà présentes en Chine pourraient connaître certaines difficultés selon les résultats de l'économie générale calculable (EGC) de Copenhagen Economics, les effets globaux devraient être faibles mais positifs. Il y a un intérêt de la part des entreprises des deux côtés à accroître l'investissement étranger et il existe des opportunités d'investissement

Les effets sur l'emploi de l'accord d'investissement, tant dans l'UE qu'en Chine, devraient être presque négligeables. Les normes de santé et de sécurité dans les entreprises chimiques chinoises sont dans la plupart des cas moins strictes que les normes de l'UE. La présence accrue des producteurs de produits chimiques de l'UE pourrait potentiellement y jouer un rôle en transférant de meilleures normes de santé et de sécurité.

La Chine a mis en place des réglementations environnementales, mais le secteur des produits chimiques en Chine est actuellement l'un des principaux contributeurs à la pollution des sols et de l'eau. En particulier, les centrales riveraines contribuent à la contamination des rivières et des lacs, qui ont des effets néfastes sur la santé de la population. Sur la base des informations trouvées, il semble que les EMN actuellement présentes ont souvent des normes technologiques plus élevées et se conforment aux normes environnementales internationales. L'augmentation de l'IDE de l'UE résultant de l'accord d'investissement pourrait renforcer l'effet indirect d'une pratique responsable et mettre l'accent sur la durabilité. Les parties prenantes en Chine ont confirmé des attentes positives à cet égard. L'augmentation de la production dans l'UE pourrait entraîner une très faible augmentation de la pollution.

#### ***La fabrication d'aliments et de boissons***

Les entreprises européennes du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons font face à plusieurs obstacles lorsqu'elles investissent en Chine. Selon le catalogue des investissements, les investissements dans le traitement des huiles comestibles de soja, de colza, d'arachide, de coton, de thé, des graines de tournesol, et de palme, de transformation du riz, de farine, et de sucre brut, et de traitement en profondeur du maïs sont limités. Dans ces sous-secteurs, un partenaire chinois doit détenir la majorité des actions. Les entreprises de l'UE doivent demander plusieurs licences et certifications lorsqu'elles investissent en Chine. D'autres problèmes dans le secteur concernent (l'enregistrement des) droits de propriété intellectuelle, le manque de bonnes infrastructures, et un manque de transparence.

Selon Copenhagen Economics (2012), l'industrie de la fabrication d'aliments et de boissons de l'UE devrait voir sa production augmenter légèrement, allant de 0,0% à 0,1% selon le scénario modélisé. Compte tenu des faibles changements attendus dans la production, l'emploi dans l'UE ne devrait pas être affecté par l'accord. Ces chiffres incluent également l'impact attendu sur le secteur du tabac. Compte tenu de l'importance limitée de cette industrie par rapport à la fabrication d'aliments et de boissons, nous pouvons supposer que ces chiffres sont représentatifs de la fabrication d'aliments et de boissons.

#### ***La finance et l'assurance***

Les problèmes d'accès au marché pour les entreprises du secteur financier de l'UE sont importants et comprennent, en particulier, des restrictions sur la propriété, des plafonds de capital, et des restrictions sur l'expansion du réseau de succursales. Cela limite non seulement l'expansion des entreprises du secteur financier de l'UE, mais aussi leur contrôle effectif de leurs filiales en Chine. Les décisions importantes en matière de stratégie commerciale sont donc fermement tenues entre les mains des Chinois. L'absence de règles de concurrence efficaces entrave l'égalité des chances pour les entreprises étrangères. Dans le secteur de l'assurance, ce sont surtout les procédures bureaucratiques qui entravent l'entrée des étrangers, tandis que les capitaux propres étrangers sont plafonnés à 50%.

L'impact économique de l'accord d'investissement sur la production du secteur de l'UE est très faible (toujours inférieur à 0,1% selon Copenhagen Economics (2012)), de sorte que cela n'entraînera pas de changements économiques majeurs. Les EMN de l'UE peuvent s'attendre à une légère augmentation de leur chiffre d'affaires d'un maximum de 183 millions d'euros dans le scénario le plus positif.

#### ***La communication et les équipements électroniques***

Les industries considérées dans cette étude sectorielle approfondie comprennent la fabrication de matériel électronique et les services de communication (télécommunication et services postaux).

Le gouvernement chinois encourage et soutient fortement son secteur des TIC. Le gouvernement central chinois encourage également les entreprises étrangères du secteur de la communication et de l'équipement électronique à investir en Chine, tandis que de nombreux autres produits et services TIC étrangers sont soumis à de sévères restrictions visant à remplacer les produits et services étrangers par des ceux domestiques. Cela entraîne des obstacles importants à l'accès au marché.

À ce stade des négociations, on ne sait pas encore quels secteurs chinois vont s'ouvrir. Pour certains sous-secteurs (postal), l'accès des entreprises étrangères est actuellement bloqué. Si ce secteur s'ouvre, on peut s'attendre à un afflux d'investissements étrangers, avec des effets positifs pour la Chine. Selon Copenhagen Economics (2012), la production et l'emploi du secteur des postes et télécommunications de l'UE devraient subir de très faibles effets négatifs, qui pourraient être causés par la délocalisation des activités de l'UE vers la Chine.

## COMMENT OBTENIR LES PUBLICATIONS DE L'UE

### Publications sans frais:

- une copie:  
par EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- plusieurs copies, affiches ou cartes:  
des représentations de l'Union européenne ([http://ec.europa.eu/represent\\_en.htm](http://ec.europa.eu/represent_en.htm));  
des délégations dans les pays tiers ([http://eeas.europa.eu/delegations/index\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/index_en.htm));  
en contactant le service Europe Direct ([http://europa.eu/europedirect/index\\_en.htm](http://europa.eu/europedirect/index_en.htm))  
ou en appelant 00 800 6 7 8 9 10 11 (numéro sans frais) (\*).

(\*). Ces informations sont données gratuitement, ainsi que la plupart d'appels (tandis que certains fournisseurs, téléphones publics ou hôtels qui peuvent charger).

### Publications payent:

- par EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

### Souscription payent:

- par des agents commerciaux de l'Office des publications l'Union européenne ([http://publications.europa.eu/others/agents/index\\_en.htm](http://publications.europa.eu/others/agents/index_en.htm)).

